

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1856

[2009/202291]

**30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions et modalités relatives à l'octroi de la garantie de la Région en exécution décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées, modifié par le décret du 20 novembre 2008;

Vu le décret du 3 avril 2009 portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution;

Vu le décret du 3 avril 2009 modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures et portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région, notamment l'article 5;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2009;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup> de celle-ci.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a la Santé et l'Action sociale dans ses attributions;

2<sup>o</sup> l'emprunteur : l'organisme demandeur tel que défini à l'article 2, 6<sup>o</sup>, du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées.

**Art. 3.** Le présent arrêté détermine les conditions et modalités spécifiques selon lesquelles le Gouvernement peut octroyer sa garantie aux emprunts contractés pour le financement des opérations visées par le décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées à l'exception des opérations qui se rapportent aux résidences-services.

**Art. 4.** Les emprunts devront avoir été contractés auprès d'une (ou plusieurs) institution(s) financière(s) ayant adhéré à la "Convention-cadre entre la Région wallonne et Febelfin relative à la garantie donnée par la Région wallonne aux institutions financières pour les financements concernant les travaux de construction et de reconditionnement des institutions hospitalières et des établissements d'accueil pour personnes âgées". L'(Les) Institution(s) financière(s) sera (ont) sélectionnée(s) par l'emprunteur dans le respect de la législation sur les marchés publics.

**Art. 5.** La durée des emprunts doit être fixée en fonction de la longévité présumée des investissements auxquels ils se rapportent et ne peut dépasser 34 ans, en ce compris période de prélèvement de maximum quatre ans.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** La garantie est accordée pour la durée de l'emprunt et porte sur le remboursement en principal, le paiement des intérêts, des charges financières et des intérêts intercalaires de l'emprunt.

§ 2. Les montants versés par le Gouvernement, en exécution de la garantie accordée, sont récupérés auprès de l'emprunteur défaillant. Cette récupération peut, à la demande du Gouvernement, être effectuée par l'administration ou l'organisme d'intérêt public désigné à cet effet par le Ministre.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Les emprunts doivent être contractés conformément à la décision prise par le Ministre, suite à la demande d'octroi de garantie.

§ 2. La demande est introduite auprès du Ministre par l'emprunteur par lettre recommandée à la poste; la décision du Ministre est notifiée de la même façon.

§ 3. La demande est accompagnée des documents suivants :

1<sup>o</sup> un projet de contrat d'emprunt, établi par l'institution de crédit sélectionnée, avec indication des renseignements et clauses usuels, et, principalement, du montant de l'emprunt, de la structure du taux d'intérêt et des charges financières éventuelles, de la durée de l'emprunt et du tableau d'amortissement indicatif à la date de l'offre;

2<sup>o</sup> un avis émanant de l'institution financière qui atteste que les bilans et comptes de résultats certifiés des 3 derniers exercices et le plan financier d'investissement ont été évalués par l'institution financière;

3<sup>o</sup> la preuve que l'emprunteur est une administration publique subordonnée, une association sans but lucratif ou une institution d'utilité publique.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Afin de permettre le contrôle de l'octroi de la garantie, l'emprunteur s'engage à :

1<sup>o</sup> fournir tous renseignements d'ordre financier et comptable nécessaires à l'appréciation du risque;

2<sup>o</sup> fournir toute justification relative à l'utilisation du prêt aux fins prévues et à la bonne exécution du projet pour lequel le prêt a été consenti;

3<sup>o</sup> ne pas aliéner ses biens ou immeubles ou les donner en garantie au profit de tiers avant le remboursement de l'emprunt garanti par le Gouvernement sans accord préalable du Ministre;

4° consentir une hypothèque, en vue de garantir l'engagement de la garantie de la Région wallonne, sur les immeubles en sa possession, ou qu'il viendrait à acquérir, à la première demande du Ministre et à concurrence du montant que celui-ci fixera. Si le demandeur est une ASBL, le Ministre pourra exiger que l'engagement de l'emprunteur soit concrétisé par un mandat authentique d'hypothéquer ses immeubles, à concurrence du montant garanti. Une convention de parité de rang pourra être signée entre l'(les) institution(s) financière(s) et la Région wallonne.

§ 2. S'il y a simultanément garantie de la Région wallonne et cautionnement d'un tiers, celui-ci est considéré, dans ses rapports avec la Région wallonne, comme débiteur principal solidiairement et indivisiblement engagé avec l'emprunteur, de sorte que ce tiers ne pourra exercer de recours contre le Gouvernement s'il est amené à payer en lieu et place de l'emprunteur. Par contre, le Gouvernement, s'il rembourse l'institution financière, aura un recours à due concurrence contre la caution.

**Art. 9.** Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Equipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
D. DONFUT

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDS DIENST

N. 2009 — 1856

[2009/202291]

**30 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden waaronder en van de wijze waarop de waarborg van het Gewest verleend wordt ter uitvoering van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen, gewijzigd bij het decreet van 20 november 2008;

Gelet op het decreet van 3 april 2009 houdende bepalingen betreffende het verlenen van de Gewestwaarborg voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van 3 april 2009 houdende wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuren) en houdende bepalingen betreffende de toekenning van de waarborg van het Gewest, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 april 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2009;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : de Minister bevoegd voor Gezondheid en Sociale Actie;

2° de lener : de verzoekende instelling zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen.

**Art. 3.** Dit besluit bepaalt de voorwaarden waaronder en de wijze waarop de Regering haar waarborg kan verlenen voor de leningen aangegaan ter financiering van de verrichtingen bedoeld in decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen, met uitzondering van de verrichtingen die betrekking hebben op de residentiële diensten.

**Art. 4.** De leningen worden aangegaan bij één of meer financiële instellingen die de Raamovereenkomst tussen het Waalse Gewest en Febelfin betreffende de waarborg gegeven door het Gewest aan de financiële instellingen voor de financiering van werkzaamheden i.v.m. de bouw en de hernieuwing van de ziekenhuisinstellingen en de inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen getekend hebben. De financiële instelling(en) wordt (worden) door de lener geselecteerd overeenkomstig de wetgeving op de overheidsopdrachten.

**Art. 5.** De duur van de leningen wordt vastgelegd op grond van de vermoedelijke looptijd van de investeringen waarop ze betrekking hebben en bedraagt hoogstens 34 jaar, met inbegrip van de voorheffingsperiode van maximum vier jaar.

**Art. 6. § 1.** De waarborg wordt verleend voor de duur van de lening en slaat op de terugbetaling in hoofdsom, de betaling van de intresten, de financiële lasten en de tussentijdse intresten van de lening.

§ 2. De bedragen gestort door de Regering ter uitvoering van de toegekende waarborg worden verhaald bij de in gebreke gebleven lener. Die invordering kan op verzoek van de Regering verricht worden door de Administratie of door de instelling van openbaar nut die de Minister daartoe aanwijst.

**Art. 7.** § 1. De leningen kunnen aangegaan worden overeenkomstig de beslissing die de Minister genomen heeft ingevolge de aanvraag tot toekenning van de waarborg.

§ 2. De aanvraag wordt door de lener bij ter post aangetekend schrijven aan de Minister gericht; de beslissing van de Minister wordt op dezelfde wijze betekend.

§ 3. De aanvraag gaat vergezeld van de volgende stukken :

1° een ontwerp van leningsovereenkomst, opgemaakt door de geselecteerde kredietinstelling, met melding van de gebruikelijke gegevens en clausules en, vooral, van het bedrag van de lening, van de structuur van de rentevoet en van de eventuele financiële lasten, van de duur van de lening en van de indicatieve afschrijvingstabellen op de datum van de offerte;

2° een bericht van de financiële instelling waaruit blijkt dat de gecertificeerde balansen en resultatenrekeningen van de laatste 3 boekjaren en het financieel investeringsplan door de financiële instelling geëvalueerd werden;

3° het bewijs dat de lener een ondergeschikte openbare administratie, een vereniging zonder winstoogmerk of een instelling van openbaar nut is.

**Art. 8.** § 1. Om de controle op de toekenning van de waarborg mogelijk te maken verbindt de lener zich er toe :

1° alle financiële en boekhoukundige gegevens te verstrekken die nodig zijn voor de beoordeling van het risico;

2° elk bewijsstuk over te leggen waaruit blijkt dat de lening voor de voorziene doeleinden gebruikt werd en dat het project waarvoor ze verleend werd goed uitgevoerd werd;

3° zijn goederen of onroerende goederen niet te vervreemden of niet zonder voorafgaande instemming van de Minister als waarborg aan derden te geven voor de terugbetaling van de door de Regering gewaarborgde lening;

4° een hypotheek toe te staan, om de vastlegging van de waarborg van het gewest te garanderen, op de onroerende goederen in zijn bezit of die hij zou aankopen, op het eerste verzoek van de Minister en ten belope van het bedrag dat door de Minister vastgelegd zal worden. Indien de aanvrager een VZW is, kan de Minister eisen dat de verbintenis van de lener geconcretiseerd wordt door een authentiek mandaat om zijn onroerende goederen ten belope van het gewaarborgde bedrag te hypothekeren. Tussen de financiële instelling(en) en het Waalse Gewest kan een overeenkomst van gelijkheid van rang getekend worden.

§ 2. Indien de waarborg van het Waalse Gewest samenvalt met de borgstelling van een derde, wordt de derde in zijn betrekkingen met het Waalse Gewest beschouwd als hoofdschuldenaar hoofdelijk en ondeelbaar verbonden met de lener zodat hij geen beroep tegen de Regering kan instellen indien hij in de plaats van de lener moet betalen. Daarentegen kan de Regering, indien ze de financiële instelling terugbetaalt, een beroep in evenredige mate tegen de waarborg instellen.

**Art. 9.** De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,  
M. DAERDEN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTÈRE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 1857

[C — 2009/31274]

**6 OCTOBRE 2009.** — Arrêté ministériel accordant délégation de pouvoir et de signature en matière d'actes d'ordre, de transfert et de mainlevée relatifs aux inscriptions hypothécaires prises au profit de l'ancienne province du Brabant

La Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises modifiée par les lois du 9 mai 1989, 5 mai et 16 juillet 1993, 5 avril 1995, 4 décembre 1996, 4 mai 1999, 13 juillet 2001, 5 mai et 10 juillet 2003, 2 mars 2004 et 25 avril et 27 mai 2006, notamment l'article 83*quinquies*;

Vu l'Accord de coopération du 30 mai 1994 entre l'Autorité fédérale, la Communauté française, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, et la Région de Bruxelles-Capitale pour le transfert obligatoire, sans indemnisation, du personnel et des biens, droits et obligations de la province de Brabant vers la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, les Commissions communautaires visées à l'article 60 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, relative aux institutions bruxelloises, et vers l'Autorité fédérale, notamment les articles 42 et 43;

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 1857

[C — 2009/31274]

**6 OKTOBER 2009.** — Ministerieel besluit tot delegatie van bevoegdheid en tekenbevoegdheid betreffende de akten van rangregeling, van overdracht en van opheffing van hypothecaire inschrijvingen ten voordele van de vroegere provincie Brabant

De Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Huisvesting,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen gewijzigd bij de wetten van 9 mei 1989, 5 mei en 16 juli 1993, 5 april 1995, 4 december 1996, 4 mei 1999, 13 juli 2001, 5 mei en 10 juli 2003, 2 maart 2004 en 25 april en 27 mei 2006, inzonderheid op artikel 83*quinquies*;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 1994 tussen de federale Overheid, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de verplichte overheveling – zonder schadeloosstelling – van het personeel en de goederen, rechten en verplichtingen van de provincie Brabant naar de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschapscommissies bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, en naar de federale Overheid, inzonderheid de artikelen 42 en 43;